

Flambée sur les matières premières : pour une Afrique à une vitesse

3,3% pour l'Union Européen en 2007, plus de 4% annuel pour les USA à février dernier, 5,1% attendu pour l'Asie en 2008¹, ...

Aucun continent ne fait exception : du Nord au sud, l'inflation atteint des niveaux records, non sans rappeler les hausses des prix consécutives au deuxième choc pétrolier. Loin d'être déconnectée de cette inflation généralisée des matières premières, l'Afrique résume à elle seule le formidable enjeu que ces hausses de prix sous entendent. Synonyme de développement des industries extractives et agricoles et d'enrichissement des pays exportateurs de matières premières, cette inflation engendre une chute du pouvoir d'achat et un appauvrissement des consommateurs. Face à la multiplication des signes de mécontentement, les gouvernements africains multiplient les initiatives pour éviter « l'hécatombe annoncée », ².

Le retour généralisé de l'inflation

Fer de lance de cette inflation, le pétrole a vu ses cours de référence passer de moins de 22\$ à plus de 110\$ en 6 ans. Sur la même période, en dollar, le blé a augmenté de 200% et les prix des aliments dans leur ensemble de 75 %. Et cette tendance s'accélère : depuis la mi-2007, les coûts des produits de base ont augmenté de 40%³ et les matières premières agricoles de près de 55 %. Si certains pays africains tels que la Tunisie et le Bénin ont longtemps résisté en contenant l'inflation sous les 3%, le constat est désormais général quels que soient les pays : en 2007, en Sierra Leone, les prix du pain ont augmenté de 25%, le riz de 40% et l'huile de palme de 50% ; en Libye, même si une grande partie des importations sont acquises en euro, ce qui limite la hausse des prix, l'inflation ressort à 7 % en et pourrait dépasser 10 % cette année ; en Mauritanie, l'inflation est proche de 7.4%, après avoir flirté avec les 9%....

Pourquoi cette hausse générale des prix?

La hausse généralisée des prix des matières premières est avant tout la conséquence d'une demande énergétique massive et notamment pétrolière tirée par l'appétit de puissances émergentes telles que la Chine, l'Inde ou le Brésil, sur fond de globalisation à marche forcée. Face à une demande exceptionnelle, la hausse de la production est limitée, impactée par des années de sous investissements aggravés dans le cas des hydrocarbures, par une difficulté d'accès aux réserves et une instabilité politique.

Et ce qui est vrai pour le pétrole l'est tout autant pour les métaux, les produits agricoles et la majorité des matières premières : la demande est exceptionnelle et l'offre est limitée (sous investissements, conditions politiques complexes, éventuelle raréfaction des réserves voire mauvaises conditions climatiques ou concurrence des biocarburants dans le cas de la production agricole...). Enfin, on peut aussi citer le facteur « spéculatif » affectant les matières premières dont le caractère défensif attire des capitaux abondants en mal de valeur refuge... ou effrayés par un retour de l'inflation.

D'autre part, cette inflation tire son origine par un effet domino se traduisant par un renchérissement des filières : la hausse des prix du pétrole et plus généralement de l'énergie, impacte toute la chaîne de la production industrielle et alimentaire ; de

¹ Banque Asiatique de Développement, avril 2008

² Robert Zoellik, président de la Banque Mondiale, 2008

³ PAM, 2008

l'engrais dont le prix s'est apprécié de 150% au cours des cinq dernières années et qui peut représenter 25% du coût de production céréalier, à la récolte, au stockage et à la livraison (le prix du carburant ayant augmenté de près de 32% depuis un an au Congo Kinshasa par exemple).

L'inflation synonyme de développement pour les économies africaines

A première vue, cette hausse des prix permet d'anticiper un « avenir qui semble plus favorable qu'il ne l'a été depuis longtemps » pour le continent africain.⁴

Pour un continent dont le poids dans l'économie mondiale se résume avant tout à ses matières premières, une appréciation internationale des prix permet de valoriser les ressources. Matière première emblématique tant par son rôle de « carburant économique » que par l'importance des montants générés (pour près de 8,5 milliards de dollars produits par jour...), le pétrole brut profite aux budgets de nombreux pays africains. Avec 10% des réserves et de la production mondiale de brut (en forte hausse grâce à l'offshore profond en Afrique de l'ouest et au développement de zones comme la Libye) et une consommation pétrolière relativement limitée (de l'ordre de 30% de sa production), le continent africain est un exportateur net de pétrole significatif, le troisième après le Moyen-orient et la CEI. Exception faite de la partie sud de l'Afrique qui est déficitaire en pétrole (mais exportatrice de charbon), la croissance des prix pétrolier profite aux zones du centre, est, nord et ouest du continent, qui sont globalement excédentaires de pétrole voire de gaz. Ainsi, l'impact de la hausse du brut est particulièrement favorable aux budgets de nombreux pays exportateurs, tels que l'Algérie, la Libye, le Congo, le Gabon ou l'Angola, dont la contribution du pétrole au PIB avoisine ou dépasse les 50%. A ce titre, l'exemple de l'Angola est emblématique : la croissance de sa production et la valorisation du brut permettent au pays d'anticiper une cinquième année d'affilée de croissance de son PIB à deux chiffres, une balance commerciale supérieure à 35 milliards de dollars et une dette extérieure en passe de tomber sous les 15% du PIB en 2008, contre 74% en 2003.

Au-delà du pétrole, la hausse des prix généralisée touchant les ressources minérales ou agricoles permet à des pays comme l'Afrique du Sud d'atteindre un taux de croissance record de 5%, le plus élevé depuis 1994. Sur la plan agricole, la hausse des prix des matières premières est aussi, en théorie, à même de profiter aux 57 % de la population travaillant dans l'agriculture, assurant 17 % du PIB et procurant 11 % des recettes d'exportation du continent. Ainsi, en Mauritanie, la croissance hors secteur pétrolier ressort à 6% en 2007, (après 5,7% en 2006 et 11,7% y compris le secteur pétrolier) bénéficiant du rebond de la production agricole et du développement de nouveaux projets miniers.

Si l'on observe la croissance économique du continent en 2007, elle est particulièrement soutenue dans les SANE, les plus grandes économies d'Afrique que sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Nigeria et l'Égypte, qui ont enregistré un taux de croissance moyen de 5,1%. Dans les autres pays d'Afrique, les taux de croissance économique ont même été plus forts avec une moyenne de 6%, avec les exportateurs de pétrole qui enregistrent des taux de croissance élevés, autour de 5,9%, tandis que les importateurs nets de pétrole ont enregistré un taux de croissance moyen de 5,2% au cours de la période révisée.

4 « Perspectives économiques en Afrique 2006-2007 », OCDE mai 2007

L'Afrique, « à deux vitesses⁵ »

Du Cameroun à l'Égypte, en passant par le Burkina Faso, le Sénégal ou le Maroc, des mouvements sociaux ont parfois tourné à l'émeute. Au Maroc, on recensait plusieurs centaines de blessés à Sefrou et des dégâts importants, au Mali, la presse locale a relaté des manifestations et agressions contre les commerçants dans plusieurs régions, en Sierra Leone, les fabricants de pain se sont mis en grève en janvier dernier...

Si les équations du développement sont relativement simples : plus la croissance augmente, plus la pauvreté baisse, plus les inégalités baissent, certains doutes peuvent être émis quant à la répartition de cette croissance, à l'image des quatre scénarios de la CEA⁶:

- Croissance sans redistribution, impliquant une diminution annuelle de la pauvreté de 2,3% ;
- Redistribution sans croissance, favorisant un recul de la pauvreté de 2,4% ;
- Ni croissance, ni redistribution, une augmentation de la pauvreté de 16,7% par an ;
- Croissance et redistribution impliquant un recul de 7,6% de la pauvreté.

Dans le cadre d'une accélération des prix notamment alimentaires, il est donc permis d'avoir des doutes quant à concomitance entre croissance économique et diminution de la pauvreté. « Partout, l'augmentation de la pauvreté est une des conséquences de la croissance économique », déclare ainsi le représentant de l'équipe chargée de la réduction de la pauvreté aux bureaux du PNUD à Damas, « et cette croissance ne se fait pas en faveur des pauvres ».

Sur les 53 pays africains, 43 disposent d'un faible revenu et connaissent un déficit alimentaire. Non seulement ils ne produisent pas assez pour nourrir leur population, mais ils n'ont pas les ressources suffisantes pour importer les aliments qui combleraient l'écart. Les conséquences de l'inflation sur le pouvoir d'achat des populations vivant en dessous du seuil de pauvreté, sont donc très graves : au-delà même d'une baisse de la qualité nutritionnelle des aliments (moins de viande, volaille, fromage...), l'impact se fait ressentir sur les dépenses liées à l'éducation, à la santé, etc. Si l'ensemble des groupes comprenant les ruraux sans terre, les bergers, et la majorité des petits agriculteurs sont à risque, ce sont les pauvres en milieu urbain qui sont le plus touchés.

Parmi les 36 pays qui, selon la FAO, traversent une crise relative à la sécurité alimentaire, 21 d'entre eux se situent en Afrique. Dans certains pays, tels le Sierra Leone, les citoyens ont difficilement accès aux aliments vendus sur les marchés locaux, notamment en raison de leurs faibles salaires et des prix très élevés des aliments ; et plus d'une dizaine de pays, dont le Kenya, le Ghana, et le Tchad, connaissent une grave insécurité alimentaire localisée. Au Yémen, fortement dépendant des importations de blé, le doublement du prix du blé et des produits du blé pourrait faire augmenter la pauvreté de 6 % à l'échelle nationale⁷.

La multiplication des initiatives pour lutter contre l'inflation

5 OCDE, « Perspectives économiques en Afrique, 2006. Un continent à deux vitesses ? », Paris, mai 2006.

6 Rapport sur les économies de l'Afrique Centrale, commission économique pour l'Afrique, avril 2007

⁷ Banque pour le Yémen, 2008.

Pour faire face à cette inflation généralisée affectant le pouvoir d'achat, au-delà de la monnaie et du taux de change, les gouvernements multiplient les initiatives et les outils de régulation des prix.

La réévaluation des salaires

Première série de mesures à l'impact psychologique évident, la réévaluation des salaires telle que pratiquée au Cameroun (de 15%), permet de suivre l'inflation et de maintenir le pouvoir d'achat. Néanmoins, à plus long terme, ce type de mesure ne peut qu'alimenter l'inflation, la répandre aux autres secteurs et limiter la compétitivité des productions locales et donc les exportations.

Aides alimentaires et programme de solidarité

Largement développés sur le continent, les programmes de don d'alimentation tels que ceux du PAM qui vise 600 000 bénéficiaires burkinabés en 2008, sont en première ligne face à cette hausse des prix alimentaires. Pour éviter de tuer le marché local, le soucis du PAM d'acheter le plus possible les produits destinés aux populations démunies à l'intérieur des frontières permet de tirer le marché local.

Limiter la hausse des prix par la fiscalité

Tout comme le Bénin, qui tente de limiter la hausse des prix en réduisant les droits de douane sur les produits « essentiels », le Sénégal a choisi notamment de baisser sa fiscalité intérieure sur les produits sociaux sensibles tels que l'eau, le téléphone, le gaz ou le transport, de 18% à 5%. Récemment réunis à Nouakchott, le CILLS (Comité inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel) préconise également une baisse des taxes. Bien qu'à l'impact immédiat, ces mesures sont relativement limitées pour des pays comme l'Éthiopie où 85% de la population vit en milieu rural mais permettent de favoriser plutôt les populations pauvres des villes.

Subventions & filières d'Etat

Similaire à la limitation de la hausse des prix par une baisse de la fiscalité, l'application de subvention est également largement utilisée : depuis mars 2007, en Éthiopie, une ration de blé subventionnée de 25 kg est distribuée chaque mois aux citoyens à faibles revenus alors qu'en Égypte, la subvention de la farine et la production de filières étatiques se fait à travers les boulangeries de l'armée. Bien que largement utilisé, ce mécanisme nécessite néanmoins une bonne organisation administrative à même d'éviter la constitution de circuits parallèles et doit s'accompagner d'un rachat par l'État de la production locale à un prix minimum, afin de garantir un débouché pour la production locale.

L'adaptation de l'offre

Quelques années après le Sénégal qui avait tenté l'expérience, les autorités du Niger, son patronat de boulangers et des associations de consommateurs ont convenu de remplacer le blé par la farine de mil et de maïs pour faire du pain (les prix du maïs avoisinant les 120 000 F CFA étant largement inférieurs à ceux du blé, 400 000 F CFA). Au-delà du mécontentement « gustatif » des populations, cette mesure a le grand avantage de garantir une valeur nutritionnelle et de privilégier les ressources locales. En Égypte, une décision a été prise de suspendre pour 6 mois les exportations de riz en substitut au blé.

Le coût des soutiens

Néanmoins, toutes ces politiques ont un coût. En Éthiopie, la subvention du blé ces dernières années aurait coûté près de 40 millions de dollars et celle du carburant, près de 350 millions de dollars. Au Sénégal, le coût de la facture pétrolière nationale en 2003 est passé de 217 milliards de F CFA à 400 milliards de F CFA en 2007. En Égypte, la subvention de la farine représenterait près de 5% du budget national! Au Bénin, les mesures de maintien d'un prix plancher à la pompe aurait nécessité le déblocage par l'État de près de 12,3 milliards de francs.

Communiquer pour limiter le second tour

Dans un contexte d'inflation soutenue, l'effet « de second tour » est particulièrement dommageable : face à une hausse de prix visible, les acteurs économiques ont tendance à revoir à la hausse le prix des biens vendus et les populations leurs salaires. Par ailleurs, le sentiment d'appauvrissement peut alimenter la prudence au détriment des investissements. A ce titre, au-delà même des mesures prises de lutte contre l'inflation, la communication est tout à fait centrale comme l'illustre la décision du gouvernement sénégalais d'effectuer des retenues sur les salaires des membres du gouvernement, des fonctionnaires et des parlementaires. Il en est de même pour la Banque Centrale dont la crédibilité doit permettre de rassurer les acteurs. Au niveau de l'offre de produit, on notera l'idée du Mali où les autorités et les associations patronales de boulangers ont réajusté le poids du pain au lieu d'augmenter les prix : le gros pain a perdu le quart de son poids (de 400g à 300g) et la baguette a fondu de 200 à 150 g.

Développement agricole

Dans ce contexte, le développement de l'agriculture revient au centre des préoccupations, et les objectifs souvent évoqués d'investissements de 15% des budgets des États dans l'agriculture refont surface. Cette relance des filières agricoles occupe toutes les attentions, apparaissant comme l'outil de lutte contre l'inflation alimentaire le plus efficace sur le long terme. Ainsi, au Mali, la Compagnie malienne pour le développement du blé (CMDDB) entend relancer la culture du blé à l'Office du Niger, avec le concours des bailleurs de fonds alors que des pays comme la Tunisie mettent en place des incitations à même de développer l'agriculture locale : abattements sur les intérêts contractuels, effacements de la totalité des intérêts de retard au titre des dettes des agriculteurs ou exonération de la taxe unique sur l'assurance à l'ensemble des entreprises d'assurance intervenant en matière de couverture des risques agricoles. Au Burkina Faso, l'organisation de stock de céréales permet aussi de limiter la spéculation sur les prix.